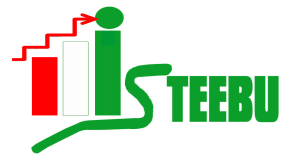


# La NewsStat

## BURUNDI

N°2



JUILLET 2017

## Editorial



M. Nicolas NDAYISHMIYE,  
Directeur Général de l'ISTEEBU

L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) a le plaisir de vous présenter son deuxième bulletin d'information statistique nommé « **La NewsStat Burundi** ». Toujours produite dans le cadre de l'opérationnalisation de la vision actuelle du Burundi en matière statistique qui prône « **Un Système statistique national basé sur les Principes fondamentaux de la statistique officielle, capable de produire, de publier et de disséminer, dans les délais, des données statistiques de qualité requise pour le suivi et la mise en œuvre (i) des politiques, programmes et projets de développement, (ii) des Objectifs de développement durable et (iii) de la révolution des données** », cette 2<sup>ème</sup> NewsStat Burundi se focalise sur les réalisations statistiques au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2017.

Elle met en évidence également l'implication de l'ISTEEBU sur l'échiquier statistique international, régional et sous-régional.

En voulant répondre aux observations émises par certains lecteurs de la 1<sup>ère</sup> publication, la présente apporte des innovations en présentant, de façon résumée, les indicateurs macroéconomiques issus des comptes nationaux provisoires de 2015, la conjoncture économique et le commerce extérieur au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'inflation au 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2017, etc. Elle présente également les indicateurs clés issus de la troisième enquête démographique et de santé au Burundi (EDSB-III) dont la collecte de données sur terrain a couvert la période du 09 octobre 2016 au 07 mars 2017.

Ce deuxième numéro d'information statistique aborde aussi les questions en rapport avec les chantiers statistiques en cours aussi bien technique que juridico-organisationnel au sein du Système Statistique National (SSN).

Il annonce surtout la démarche que ce SSN compte utiliser et suivre afin de vibrer en diapason dans l'accompagnement, la contextualisation et le renseignement des indicateurs des Objectifs de Développement Durable (ODD) afin de répondre adéquatement à ce grand rendez-vous mondial 2030 de développement.

## Sommaire

Editorial.....	1
Présentation des rapports des comptes des résultats des branches d'activités de 2015.....	2
Présentation des résultats de l'enquête annuelle sur la satisfaction des utilisateurs des données statistiques du SSN du Burundi, édition 2017.....	3
Séminaire de formation sur le management moderne du secrétariat.....	4
Lancement de l'étude sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adultes vivant avec un handicap en Mairie de Bujumbura.....	5
Atelier de travail pour l'alimentation de la base des données IMIS Burundi.....	6
Atelier technique d'élaboration d'une feuille de route pour tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse au Burundi.....	7
Deuxième réunion du GSS.....	8
Atelier de validation de la feuille de route pour tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse au Burundi.....	9
Résultats préliminaires des comptes nationaux.....	10
Conjoncture économique du Burundi, 1 <sup>er</sup> trimestre 2017.....	10
INPC des ménages au Burundi pour les mois d'avril, mai et juin.....	12
Résultats préliminaires de l'EDSB-III.....	13
Contextualisation des ODD au niveau national.....	17
Réformes en cours de la Statistique nationale.....	18
Enquêtes en cours à l'ISTEEBU.....	20
Missions à l'extérieur du pays réalisées au cours du 2 <sup>ème</sup> trimestre.....	21
Echos des bureaux statistiques provinciaux.....	22

## ISTEEBU

BP 1156 Bujumbura,  
Téléphone : (257) 22 21 67 34,  
Fax: (257) 22 22 26 35,  
E-mail: [isteebu@isteebu.bj](mailto:isteebu@isteebu.bj),  
Site web: [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

Devise:

"En Marche avec les Statistiques Fiables au Service  
du Développement!"

## PRESENTATION DU RAPPORT DES COMPTES DES RESULTATS DES BRANCHES D'ACTIVITES DE 2015



En date du 20 avril 2017, à TIGER'S Appartement Hôtel de Bujumbura, l'ISTEEBU a animé un atelier de dissémination du rapport des comptes des résultats des branches d'activités de l'an 2015 à l'endroit des responsables des entreprises établies au Burundi.



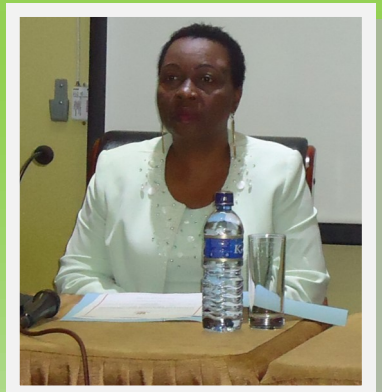
Dans son mot d'accueil et de bienvenue, M. Nicolas NDAYISHIMIYE, Directeur Général de l'ISTEEBU, a fait savoir que l'objectif visé par cet atelier est triple : (i) diffuser le rapport des comptes des résultats des branches d'activités issu des données collectées auprès des entreprises, (ii) sensibiliser les chefs d'entreprises sur

l'importance de leur collaboration en fournissant des données fiables, (iii) présenter, de façon détaillée, le rapport des comptes des résultats des branches d'activités.

M. Nicolas NDAYISHIMIYE a indiqué que ce rapport montre globalement, la contribution du secteur des entreprises commerciales et industrielles dans l'économie nationale. Cela permet de dégager la santé de chaque branche d'activité.

Il a également souligné que les résultats de ce rapport vont permettre aux chefs d'entreprises de prendre des décisions visant soit à minimiser certains coûts afin de réduire le déficit constaté. Ces informations aident également le Gouvernement à pouvoir prendre des décisions visant à alléger ou à améliorer l'investissement au niveau national.

Pour Mme Marguerite KAMANA, Secrétaire Permanent au Ministère chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, le Burundi a besoin de connaître la contribution des



entreprises commerciales, de services et des industries dans l'activité économique. Elle a rappelé que disposer des données statistiques fiables sur les entreprises est essentiel pour le Burundi. La production du rapport des comptes des résultats est une activité dont la réussite demande l'implication de tout un chacun.

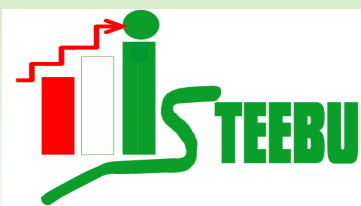
Ce rapport constitue également une source d'information privilégiée pour les administrations, les organisations professionnelles, les organismes d'études et les entreprises, elles-mêmes.

Il permet à ces dernières de comparer, de façon externe, leurs ratios avec ceux de leurs branches d'activités respectives. Mme KAMANA a précisé que ce rapport fournit une information sur l'activité économique des entreprises, leurs comptes des résultats et la répartition du chiffre d'affaires par branche d'activité. Il fournit des statistiques structurelles sur les entreprises et permet la construction des indicateurs économiques du pays par branche d'activités.

Quant à M. Alain NDIKUMANA, chef de service « Etudes et Statistiques des Entreprises » à l'ISTEEBU, le rapport des comptes des résultats des branches d'activités de 2015 montre, d'une manière générale, que la branche production du thé sec a connu le bénéfice contrairement aux branches hôtellerie et tourisme. La production du thé sec est passé de 38 milliards à 57 milliards de Fbu, tandis que le secteur d'hébergement et restauration a connu un déficit énorme.



M. Alain NDIKUMANA, chef de service « Etudes et Statistiques des Entreprises »



## PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE ANNUELLE SUR LA SATISFACTION DES UTILISATEURS ET PRODUCTEURS DES DONNEES STATISTIQUES DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL (SSN) DU BURUNDI, EDITION 2017



**E**n date du 07 juin 2017, à l'Hôtel Mount Zion de Bujumbura, l'ISTEEBU a organisé un atelier de présentation des résultats de l'enquête annuelle sur la Satisfac-tion des utilisateurs et producteurs des données statistiques du Système Statistique National (SSN) du Burundi, édition 2017.

Dans son discours d'ouverture, M. Nicolas NDAYISHIMIYE, Directeur Général de l'ISTEEBU, a précisé que cette enquête s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième Stratégie Nationale de Développement de la Statistique au Burundi ( SNDSB-II). Elle vise à évaluer le niveau de satisfaction des utilisateurs et producteurs des données statistiques officielles et d'identifier les besoins à prendre en compte dans la planification des activités du SSN.

L'enquête a ainsi permis de mener une analyse approfondie sur la diversité des données disponibles, la satisfaction des utilisateurs selon divers aspects ainsi que la connaissance des besoins complémentaires en matière des données statistiques.

Il a indiqué, plus spécifiquement, que cette enquête a permis d'évaluer la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles en ce qui concerne: (i) l'accessibilité; (ii) la couverture; (iii) la fiabilité; (iv) la périodicité et (v) les pratiques de diffusion.

De l'analyse des données de cette enquête, il ressort que le taux de satisfaction global des utilisateurs est de 48.2%. Il s'établit à 48.3% pour la couverture géographique, 48.9% pour la régularité et 47.5% pour la fiabilité.

Pour ce qui est de l'utilisation des diverses productions statistiques du SSN, les résultats révèlent que les statistiques démographiques sont les plus régulièrement utilisées par les structures, suivies des statistiques du secteur de l'éducation, après lesquelles viennent dans l'ordre suivant : les statistiques sanitaires, les statistiques agricoles et de l'élevage ainsi que celles liées à la sécurité alimentaire. Dans l'ensemble, plus de 70% des structures ont déclaré qu'elles utilisent ces données de manière régulière ou sporadique. Au niveau de la couverture géographique, beaucoup d'utilisateurs ont recommandé que le SSN puisse aller jusqu'au niveau de l'entité administrative la plus petite ( la colline de recensement si possible). Concernant la régularité des données, il a été constaté que, même si certains utilisateurs sont satisfaits, un accent particulier devrait être accordé à la ponctualité des informations statistiques. Bien que certaines informations soient disponibles de façon régulière, il a été recommandé d'améliorer la fiabilité de ces dernières notamment en respectant le principe de la subsidiarité entre producteurs de données.

En conclusion, le Directeur Général a insisté sur la prise en compte, par les producteurs, des besoins exprimés par les utilisateurs au cours de cette enquête.

## SEMINAIRE DE FORMATION SUR LE MANAGEMENT MODERNE DU SECRETARIAT

**D**ans le cadre du renforcement des capacités des cadres de l'Etat, l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) a organisé, dans ses enceintes, du 12 juin au 07 juillet 2017, un séminaire de formation destiné aux secrétaires/assistant(e)s de Direction ainsi que les chargés d'accueil.

C'est dans ce cadre que, Mmes NDAYAHOZE Triphine et HAKIZA Amissa, toutes secrétaires à l'ISTEEBU, ont été désignées pour suivre cette formation.

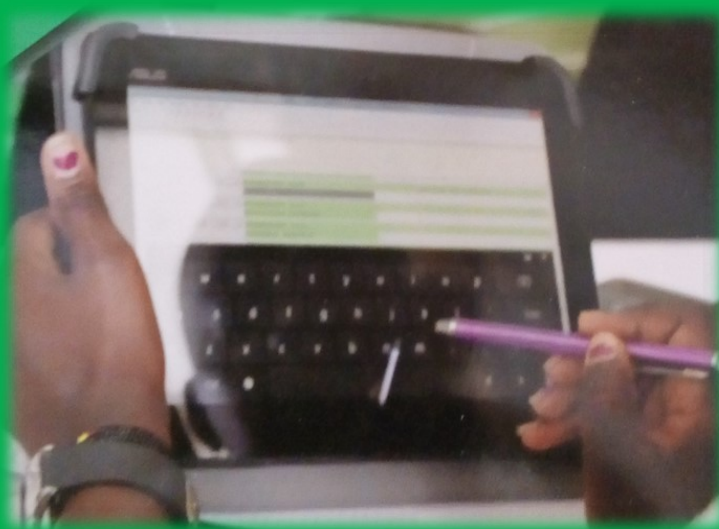
L'objectif général de celle-ci était d'acquérir des connaissances permettant aux participants de devenir de véritables managers du secrétariat. Plus spécifiquement, il s'agissait de leur doter de nouvelles méthodes et techniques devant leur permettre de : (i) maîtriser les outils de management du secrétariat pour être plus performants et mieux satisfaire leurs clients, (ii) se préparer à un monde d'accueil professionnel en perpétuelle évolution, (iii) maîtriser les techniques de rédaction des documents administratifs et les règles des écrits professionnels, (iv) maîtriser les règles de base d'un bon classement et d'archivage des documents.

Les résultats attendus de ce séminaire étaient : (i) les participants maîtrisent les techniques d'accueil convenables et les techniques de réception, d'enregistrement, de traitement des dossiers; (ii) les participants connaissent les nouvelles techniques de gestion des activités quotidiennes du secrétariat et d'accueil de leurs institutions ; (iii) les participants améliorent l'organisation et la gestion des services administratifs; (iv) les participants sont capables de traiter une information d'une façon efficace ; (v) les participants sont capables d'élaborer un plan de classement propre à leurs institutions.

Pour l'ISTEEBU, voir ses agents participer à ce séminaire de formation est un atout étant donné que, dans le cadre de l'institutionnalisation des rapports des missions réalisées à l'extérieur de l'institut, les deux participantes sont appelées à renforcer les capacités de leurs collègues.



De gauche à droite, Mmes NDAYAHOZE Triphine et HAKIZA Amissa, respectivement secrétaires de Direction Générale et de Direction Départementale



**Pour la promotion des TICs dans la statistique, l'ISTEEBU encourage l'utilisation des androïdes, des smartphones et des tablettes comme de meilleurs outils de collecte des données statistiques**

**LANCEMENT DE L'ETUDE SUR LA SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES JEUNES ET ADULTES VIVANT AVEC UN HANDICAP EN MAIRIE DE BUJUMBURA- HANDISSR**

L'ISTEEBU a organisé, le 15 juin 2017, au Mount Zion Hôtel de Bujumbura, un atelier de lancement de l'étude sur la santé sexuelle et reproductive chez les jeunes et adultes vivant avec handicap en mairie de Bujumbura. Les activités de l'atelier ont démarré avec le mot de bienvenue du Directeur Général de l'ISTEEBU, M. Nicolas NDAYISHIMIYE, suivi du discours d'ouverture de M. Jean Bosco NTAHIMPERA, Assistant du Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan.



**M. Jean Bosco NTAHIMPERA,**  
Assistant du Ministre

M NTAHIMPERA a précisé que cette étude sera menée par un consortium de partenaires composé: (i) de l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) basé au Cameroun; (ii) de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) basé en France; (iii) de l'ISTEEBU, (iv) de l'ONG burundaise « Nouvelle Esperance » ainsi que (v) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université du Burundi.

Selon M. NTAHIMPERA, les personnes vivant avec handicap constituent une population non négligeable au Burundi. En effet, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2008 estimait, à peu près, à 5% son poids démographique. Pourtant, force est de constater que beaucoup d'efforts restent à faire pour rendre effective l'intégration complète des personnes vivant avec

un handicap dans la société, dans les politiques publiques en général et dans les programmes de Santé Sexuelle et Reproductive en particulier, y compris ceux relatifs à la riposte contre le VIH.

La non-maîtrise des données sur le handicap et sur ses conséquences a toujours été un frein pour la mise en place de politiques adéquates en faveur des personnes en situation d'handicap.

L'étude HANDISSR va, certainement, documenter, de façon quantitative et qualitative, la vulnérabilité des personnes vivant avec un handicap à l'égard du VIH et les autres risques sexuels et reproductifs.

Selon le Pr. Gervais BENINGUISSE de l'IFORD, le handicap constitue un risque majeur à la contamination par le VIH/SIDA. Inversement, le VIH/SIDA peut aussi être à l'origine du handicap.



**Pr. Gervais BENINGUISSE**, Investi-  
gateur principal

Il a bien expliqué que la position sociale ( conditions de vie, emploi, éducation ...) des personnes vivant avec

le handicap les exposent au risque d'être contaminées par le VIH avec les conséquences sociales que celui -ci comporte.

En clôturant la réunion, le Directeur Général de l'ISTEEBU, M. Nicolas NDAYISHIMIYE, a rappelé que l'institut qu'il représente est honoré et conforté dans son rôle de leadership de production des données statistiques fiables au service de la décision politique au Burundi et, plus spécifiquement, dans le contexte de cette étude. En effet, les données statistiques sont au service des politiques et programmes de Santé Sexuelle et Reproductive y compris le VIH/Sida. Il a remercié les principaux instigateurs de l'étude HANDISSR, Professeur Gervais BENINGUISSE de l'IFORD et Coordonnateur du projet, Dr Pierre de BEAUDRAP de l'IRD pour le choix porté sur le Burundi. Il a également adressé ses remerciements à toute l'équipe de recherche qui y travaille activement et au bailleur de fonds qui est la coopération néerlandaise.



**Nicolas NDAYISHIMIYE,**  
Directeur Général de l'ISTEEBU

## ATELIER DE TRAVAIL SUR L'ALIMENTATION DE LA BASE DE DONNEES IMIS BURUNDI



**E**n date du 21 au 29 juin 2017, l'ISTEEBU a organisé, au Centre TEREZIYA de Gitega, une retraite de travail sur l'amélioration de la base de données IMIS Burundi.

La formation a été assurée par M. Alemayehu GEBRETSADIK, expert de l'UNFPA-Ethiopie, en mission d'appui technique à l'UNFPA-Burundi.

L'objectif principal de cette retraite était de former son personnel en charge de la diffusion à la construction et à la maintenance d'un site IMIS fonctionnel basé sur le logiciel «REDATAM». Ce site sera utilisé dans l'analyse et la diffusion des micro-données et données des recensements et des enquêtes, afin d'améliorer leur qualité et accessibilité pour une bonne prise de décision.

De façon spécifique, la retraite consistait à : (i) créer une base de données centrale capable de gérer les indicateurs et leurs micro-données

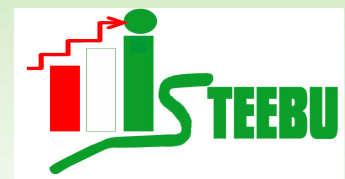
dans le respect de la confidentialité et la vie privée des répondants, (ii) rendre accessibles, sur internet, les bases de données des enquêtes et recensements réalisés au Burundi, (iii) renforcer les capacités du personnel de l'ISTEEBU dans la gestion des bases de données.

Les résultats et produits suivants ont été atteints : (i) la base de données IMIS Burundi a été améliorée et mise en ligne (dix enquêtes, le recensement de la population et de l'habitat de 2008 et 465 indicateurs ont été ajoutés) sur le site <http://imisbdi.bi/redbdi> et; (ii) six cadres de l'ISTEEBU ont été formés sur la gestion des bases de données.

La principale recommandation formulée par l'équipe IMIS est d'élaborer un protocole d'archivage des données à l'ISTEEBU.

Ce protocole doit préciser : (i) les différentes étapes d'archivage dans le processus de conduite des enquêtes;

(ii) les rôles et responsabilités des différents intervenants dans le processus de production statistique; (iii) les procédures de transmission des données et métadonnées à archiver; (iv) la définition de la typologie des documents et données à diffuser (accès public, accès sous licence, disponible dans une archive...) conformément à la politique de dissémination de l'Institut.



## ATELIER TECHNIQUE D'ÉLABORATION D'UNE FEUILLE DE ROUTE POUR TIRER PROFIT DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN INVESTISSANT DANS LA JEUNESSE AU BURUNDI

Le 22 juin 2017, au Mount Zion Hôtel de Bujumbura, l'ISTEEBU, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA, a animé un atelier technique d'élaboration d'une feuille de route pour tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse au Burundi.

Dans son discours d'ouverture, l'Assistant du Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, M. Jean Bosco NTAHIMPERA, a précisé que l'objectif de cet atelier est de permettre aux experts nationaux de s'approprier les outils, les techniques et le processus de formulation du dividende démographique à partir des caractéristiques statistiques du Burundi.



M. Jean Bosco NTAHIMPERA,  
Assistant du Ministre

M. Jean Bosco NTAHIMPERA a indiqué qu'une fois élaborée, cette feuille de route guidera l'action du Gouvernement et de ses Partenaires au développement à mieux capter les retombées du dividende démographique au Burundi. C'est pourquoi, le Burundi s'est engagé, comme tous les autres pays membres de l'Union Africaine, à entreprendre des actions pour tirer pleinement profit de sa population en investissant dans la jeunesse pour pouvoir impulser son émergence.

Cet engagement est en ligne droite avec la recommandation de la Commission de l'Union Africaine (CUA) et de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à tous les pays africains de bien vouloir intégrer la dimension démographique dans tous les programmes de développement afin de renforcer le lien



entre le changement de la structure par âge de la population et pouvoir stimuler la croissance et le développement économiques.

Il a mentionné également qu'aux niveaux international, continental ainsi que national, le concept de «dividende démographique» est devenu, aujourd'hui, un élément central des débats sur l'émergence des pays en développement.

Ce dividende se définit comme étant le «processus d'accélération de la croissance économique qui résulte des changements dans la structure par âge de la population, consécutifs à la baisse de la fécondité et de la mortalité».

Selon cet argument, les changements démographiques en cours pourraient appuyer les efforts de développement du continent africain, en général, et du Burundi, en particulier, en créant des conditions propices à l'épargne, à l'investissement productif et à l'amélioration du capital humain.

A cet égard, le Gouvernement est bien conscient des défis démographiques auxquels le Burundi fait face actuellement. Il s'agit :

- \* d'une croissance démographique soutenue;
- \* d'une jeunesse de la population où les moins de 15 ans représentent 43,2% de la population totale; dont 53,3% ont moins de 20 ans et un âge médian égal à 17 ans;
- \* d'une persistance d'une fécondité élevée avec une moyenne de 5,5 enfants par femme ;

- \* d'une fécondité précoce relativement importante car, en 2016, 6% des adolescentes de 15-19 ans ont déjà eu un enfant et 2% sont enceintes d'un premier enfant ;
- \* d'une mortalité qui recule progressivement car, en 2016, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est estimé à 78 décès pour 1000 naissances vivantes, l'espérance de vie à la naissance à 58,5 ans pour les deux sexes pour la même année et le ratio de mortalité maternelle, en 2010, à 499 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes.

C'est ainsi que, pour s'aligner au cadre des instruments international, régional et sous régional et en particulier à la recommandation du 28<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, le Burundi, à l'instar des autres pays africains, a déjà enclenché le processus d'élaboration de sa feuille de route pour tirer profit du dividende démographique.

En effet, ce sommet recommande aux pays :

- (i) de lancer au niveau national le thème de l'Union Africaine pour 2017, à savoir : «**Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse**» et ;
- (ii) d'élaborer une feuille de route nationale assortie d'un plan d'actions concrètes devant mener chaque pays vers l'atteinte du dividende démographique.

## DEUXIEME REUNION DU GROUPE SECTORIEL STATISTIQUE (GSS)



**D**ans le cadre du renforcement du dialogue entre les différents acteurs de la statistique, s'est tenue, dans la salle des réunions du Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, le 27 juin 2017, la deuxième réunion du Groupe Sectoriel Statistique (GSS).

Ont pris part à cette réunion, les principaux partenaires techniques et financiers du Système Statistique National (SSN), le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS), l'ISTEEBU et les services statistiques sectoriels.

L'ordre du jour était principalement consacré à l'analyse des réalisations du SSN au premier semestre 2017.

La réunion était présidée par le Secrétaire Permanent au Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, Mme Margueritte KAMANA. Dans son allocution, elle a souligné que l'évaluation des réalisations trimestrielles comme semestrielles est un exercice important permettant de s'enquérir du niveau de réalisation des activités afin de réajuster les stratégies. Elle sert également de plaidoyer pour les activités requérant des financements.

Les réalisations du SSN ont été présentées par le chef de cellule «*Contrôle Interne, Suivi et Evaluation*» à l'ISTEEBU, M. Déogratias BUZINGO. Il a passé en revue toutes les activités prévues au premier semestre tout en indiquant celles réalisées, en cours et d'autres qui ne le sont pas. Il a mis en évidence les contraintes rencontrées afin que des solutions soient proposées.

Cet exercice a visé non seulement les activités de l'ISTEEBU mais aussi celles des services statistiques sectoriels.

Au terme de la réunion, certaines recommandations ont été formulées pour rendre meilleur cet exercice lors des prochaines réunions. Il s'agit de : (i) présenter les indicateurs clés disponibles et actuels de la vie de la nation sans oublier quelques résultats définitifs ou préliminaires des opérations d'enquête, (ii) mettre en exergue les grands chantiers de l'ISTEEBU/SSN et, (iii) sensibiliser tous les acteurs du SSN pour que leurs activités soient incluses dans les plans annuels de travail du SSN.



**En marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement**



## ATELIER DE VALIDATION DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR TIRER PROFIT DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN INVESTISSANT DANS LA JEUNESSE AU BURUNDI

Mercredi, le 28 juin 2017, au Mount Zion Hôtel de Bujumbura, l'ISTEEBU, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA, a organisé un atelier de validation de la feuille de route pour tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse au Burundi.

Dans son mot de circonstance, le Chargé de Bureau à l'UNFPA-Burundi, Dr Pierre Kacou KONAN, au nom de Mme la Représentante Résidente a rappelé que ce sont les institutions partenaires de l'Union Africaine (UNFPA, BAD, Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et Agence du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique-NEPAD) qui ont contribué à l'élaboration et à l'adoption de ladite feuille de route de l'UA, et que chaque Etat membre de l'UA est encouragé à la diffuser et à la mettre en œuvre. Il a donc salué l'initiative entreprise par le Burundi et a promis l'appui et le soutien de l'UNFPA dans ce processus.



**Dr Pierre Kacou KONAN,**  
Chargé de Bureau à l'UNFPA

Dans son discours, l'Assistant du Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, M. Jean Bosco NTAHIMPERA, a fait savoir que l'objectif de l'atelier est de présenter et valider le document de la feuille de route nationale qui a été élaboré par les experts nationaux lors de l'atelier du 22 Juin 2017.

Il a précisé que, pour pouvoir réaliser pleinement cet investissement dans la jeunesse, quatre piliers ont été identifiés et retenus. Il s'agit :

- \* de l'entreprenariat et l'emploi ;



- \* de l'éducation et le développement des compétences ;
- \* de la santé et le bien-être ;
- \* des droits, de la gouvernance et de l'autonomisation.

Ce sont donc ces quatre piliers, retenus par l'Union Africaine, qui ont été adaptés et contextualisés au cadre national en vue de guider l'action du Gouvernement et de ses Partenaires au développement à mieux capter les retombées du dividende démographique et pouvoir impulser l'émergence du Burundi.



**M. Jean Bosco NTAHIMPERA,**  
Assistant du Ministre

Ainsi, pour M. NTAHIMPERA, la dimension démographique sera intégrée dans tous les programmes de développement afin de renforcer le lien entre le changement de la structure par âge de la population et pouvoir stimuler la croissance et le développement économiques.

Il a indiqué que c'est pour faire face aux défis de croissance démographique, de mortalité, de jeunesse de la population ainsi que de fécondité élevée et précoce que les experts ont dressé la feuille de route pour tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse au Burundi. Cette feuille de route est assortie d'un plan d'actions triennal qui ne renferme que des activités principales à réaliser sur les trois prochaines années. Ces deux instruments devraient être incorporés dans le Plan National de Développement en cours d'élaboration.

L'élaboration et la mise en œuvre de cette feuille de route traduisent donc la volonté du Gouvernement et du peuple Burundais de concrétiser les engagements et les recommandations des grandes conférences internationales en matière du dividende démographique auxquels le Burundi a souscrit.

M. NTAHIMPERA a enfin exhorté tout un chacun, en ce qui le concerne, à analyser les lignes d'actions proposées et si besoin il y a ; les enrichir et les améliorer afin de les incorporer dans leurs différents plans de travail annuels.

## RESULTATS PRELIMINAIRES DES COMPTES NATIONAUX 2015

### Décroissance de l'activité économique en général

Le taux de croissance de l'économie est négatif en 2015, avec un taux de -0,3%, contre 4,2% en 2014.

Cette décroissance de l'activité économique est observée d'une part, dans le secteur secondaire avec la diminution de la production «des boissons», «de l'eau et électricité» ainsi que les autres produits manufacturiers et, d'autre part, la diminution de la production dans le secteur primaire surtout l'agriculture vivrière et certains services tels que les services de «transport», le commerce et la partie formelle de l'«hôtellerie et restauration».

L'année 2015 enregistre un taux de croissance négatif pour la première fois depuis ces dix dernières années. En effet, le taux de croissance moyen sur la période 2010 à 2014 est de 4,4%.

### Les principaux résultats des comptes de la nation (PIB)

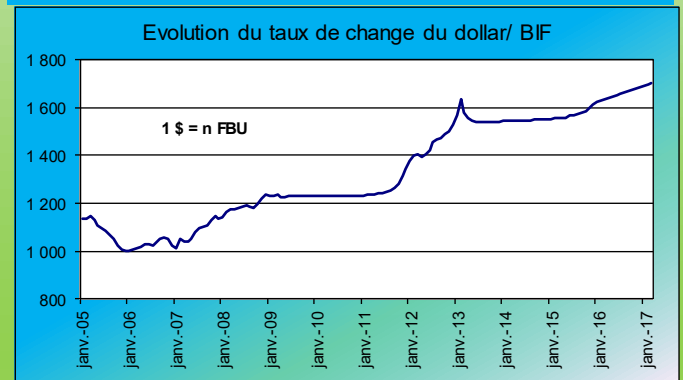
- ⇒ Les premières estimations du PIB de l'année 2015, exprimées aux prix de l'année 2014, font ressortir un taux de croissance économique de -0,3%, contre 4,2 % en 2014.
- ⇒ En terme nominal, le Produit Intérieur Brut (PIB) enregistre une progression de 5,6%, passant de 4185,1 milliards de FBU en 2014, à 4 423,0 milliards de FBU en 2015.
- ⇒ Le déflateur du PIB se situe à 6,0% en 2015 contre 5,3% en 2014.
- ⇒ Rapporté à la population, le PIB nominal s'établit à 450 233,7 FBU en 2015, en hausse de 2,5% par rapport à l'année précédente, pour une population estimée à 9 823 828 habitants.
- ⇒ En termes réels, le PIB par tête est en diminution de 3,3% en 2015.
- ⇒ Le PIB par habitant, exprimé en dollars américains, a progressé de 0,9% entre 2014 et 2015, soit 286\$ en 2015 contre 284\$ en 2014, avec le cours de change moyen de 1571,9 FBU pour un dollar américain.

## CONJONCTURE ECONOMIQUE DU BURUNDI : 1er TRIMESTRE 2017

### Le taux de change par rapport au dollar américain

Au cours du premier trimestre 2017, la monnaie burundaise se déprécie un peu par rapport au dollar américain alors qu'elle se stabilise par rapport à l'Euro et à toutes les monnaies de la sous-région. En glissement annuel, la dépréciation de la monnaie burundaise est un peu forte par rapport au dollar américain. Elle est de plus de 4%.

Graphique 1 : Taux de change par rapport au dollar américain



### Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)

L'activité industrielle n'affiche pas de bonnes performances. En effet, que ce soit en glissement trimestriel ou annuel, l'indice à la production industrielle, qui est un indicateur permettant de mesurer l'évolution de la production des unités industrielles exerçant sur le territoire national à une période bien définie, se détériore. Par rapport au trimestre précédent, la détérioration du niveau de la production industrielle est imputable, en grande partie, à la chute de la production de toutes les branches d'activités à l'exception de la branche «Industries alimentaires et tabac» qui enregistre une croissance de 2%.



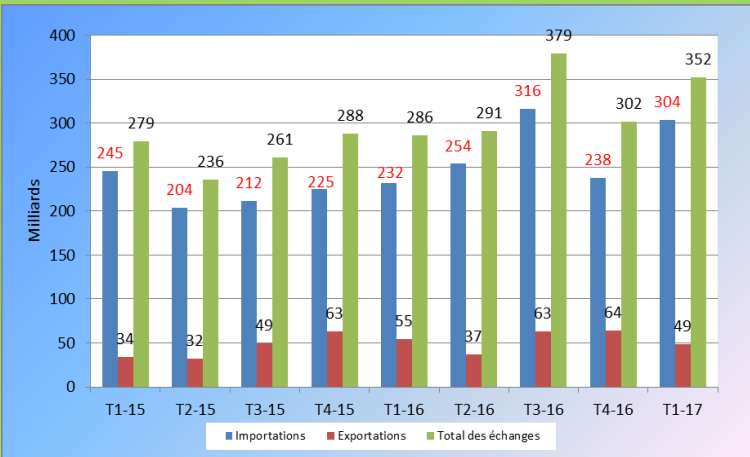
Les statistiques sont indispensables et constituent un préalable à la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté.

Le commerce extérieur



Les échanges de marchandises avec le reste du monde au cours du trimestre sous analyse connaissent un accroissement par rapport au même trimestre de l'année précédente suite à l'augmentation des importations malgré une baisse des exportations. La baisse de ce niveau des exportations au cours du trimestre est due essentiellement à la diminution des exportations du café malgré l'augmentation en valeur des exportations du thé, des boissons et de l'or.

Graphique 2: Les échanges trimestriels de marchandises (en milliards)

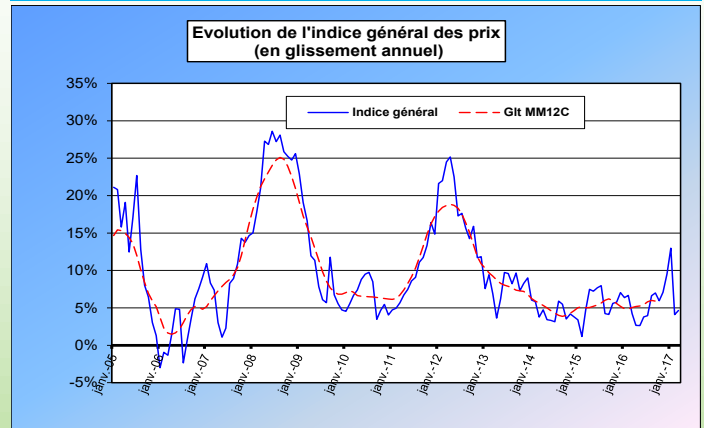


Les prix à la consommation



L'indice général des prix à la consommation reste presque stable, du quatrième trimestre 2016 au premier trimestre 2017. Il s'estime à 118,5 au cours du trimestre sous analyse contre 118,4 le trimestre précédent ; soit une montée de prix de 0,1% d'un trimestre à l'autre. Une importante hausse des prix des «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» est enregistrée et s'estime à 6,5%.

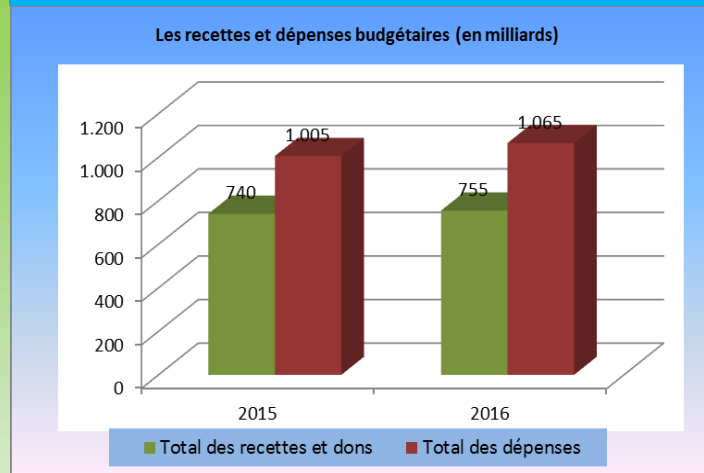
Graphique 3 : L'indice des prix à la consommation mensuelle



Recettes et dépenses budgétaires

Les dernières données disponibles sur les recettes et les dépenses de l'Etat, sont celles de janvier 2017. Ainsi, au cours du quatrième trimestre de 2016, le total des recettes et dons s'évaluent à 212,2 milliards de FBU contre 188,5 milliards au cours du trimestre précédent, soit une augmentation d'environ 12,6%. Cette amélioration des recettes de l'Etat est due en grande partie à la progression des dons en capital qui passent du simple au triple. Les recettes hors dons diminuent en glissement trimestriel et restent stables en glissement annuel. Les dépenses budgétaires progressent et s'estiment à 324,3 milliards contre 253,4 milliards le trimestre précédent.

Graphique 4: Recettes et dépenses budgétaires



## INPC DES MENAGES AU BURUNDI POUR LES MOIS D'AVRIL, MAI ET JUIN 2017

L'ISTEEBU a commencé à produire l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC) des ménages depuis le mois de février 2017, base 100 en 2016/2017.

L'INPC est un indicateur qui permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation du niveau général des prix des biens et services proposés aux consommateurs sur le territoire donné.

### Avril 2017

#### Le taux d'inflation mensuel s'établit à -0,1% en avril 2017.

En avril 2017, l'INPC enregistre une baisse de 0,1% contre une hausse de 0,8% le mois passé. Les douze divisions de la classification internationale des fonctions de la consommation individuelle qui composent l'INPC ont enregistré les variations mensuelles suivantes : Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,8%) ; boissons alcoolisées et Tabac (+0,8%) ; habillement et chaussures (+0,9%) ; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+0,8%) ; ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (+0,1%) ; la Santé (+1,3%) ; le transport (+3,8%) ; la Communication (+0,0%) ; loisirs et culture (+1,4%) ; enseignement, éducation (+0,4%) ; hôtellerie, cafés, restauration (+0,4%) et autres biens et services (-0,8%).

La baisse mensuelle de l'INPC de 0,1% est imputable principalement à la baisse des prix des produits alimentaires qui est de 0,8%.

### Mai 2017

#### Le taux d'inflation mensuel s'établit à 0,09% en mai 2017.

En mai 2017, l'INPC enregistre une hausse de 0,09% contre une baisse de 0,03% le mois passé. Les douze divisions de la classification internationale des fonctions de la consommation individuelle qui composent l'INPC ont enregistré les variations mensuelles suivantes : Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,04%) ; boissons alcoolisées et Tabac (-0,15%) ; habillement et chaussures (-0,53%) ; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (- 3,41%) ; ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (+1,45%) ; la Santé (+0,20%) ; le transport (+3,42%) ; la Communication (+0,05%) ; loisirs et culture (+0,27%) ; enseignement, éducation (-0,07%) ; hôtellerie, cafés, restauration (+0,64%) et autres biens et services (+1,10%).

La hausse mensuelle de l'INPC de (0,09%) est imputable principalement à la hausse des prix des produits alimentaires de 0,04% et la hausse des prix des produits en rapport avec le transport de 3,42%.

### Juin 2017

#### Le taux d'inflation mensuel s'établit à -1,6% en juin 2017.

En juin 2017, l'indice national des prix à la consommation des ménages enregistre une baisse de 1,6% contre une hausse de 0,1% le mois passé.

Les douze divisions de la classification internationale des fonctions de la consommation individuelle qui composent l'INPC ont enregistré les variations mensuelles suivantes : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,8%) ; boissons alcoolisées et

tabac (+0,7%) ; habillement et chaussures (-0,2%) ; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (+0,5%) ; ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (+0,7%) ; la santé (+2,3%) ; le transport (-1,1%) ; la communication (-0,2%) ; loisirs et culture (+0,5%) ; enseignement, éducation (-2,4%) ; hôtellerie, cafés, restauration (+0,2%) et autres biens et services (+0,1%).

La baisse mensuelle de l'INPC de 1,6% est imputable principalement à la baisse des prix des produits alimentaires de 2,8% et la hausse des prix des produits en rapport avec le transport de 1,1%

Pour plus d'informations, consultez le site Web de l'ISTEEBU : [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

#### Adhésion du Burundi à de grandes initiatives statistiques : Le Burundi a adhéré aux initiatives suivantes:

- Le Cadre Stratégique Régional de Référence pour le renforcement des capacités statistiques ;
- La Charte africaine de la statistique ;
- La Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA) ;
- La Stratégie Africaine pour la mise en œuvre du SCN 2008 ;
- Les stratégies régionales de développement de la statistique des communautés économiques régionales (CEEAC, COMESA, CEA).

LE BURUNDI S'EST INSCRIT DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLES (ODD) QUI REMPLACENT LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT (OMD) A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JANVIER 2016.

# RESULTATS PRELIMINAIRES DE LA TROISIEME ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE AU BURUNDI (EDSB-III)



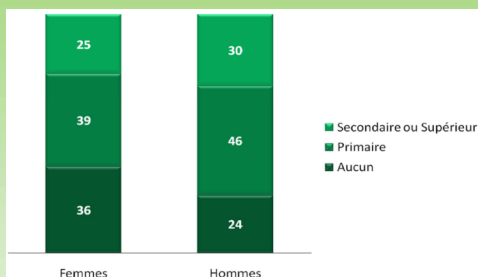
La troisième Enquête Démographique et de Santé du Burundi (EDSB-III) a été réalisée sous le pilotage conjoint du Ministère de la santé Publique et de la Lutte contre le Sida et du Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan. Elle a été coordonnée techniquement par l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

L'EDSB-III fait suite aux deux précédentes enquêtes du genre, réalisées respectivement en 1987 et en 2010 complétée par une Enquête sur les Indicateurs du Paludisme (EIP) réalisée en 2012.

Les objectifs de l'EDSB-III étaient de fournir des données de suivi et d'évaluation des programmes de population et de santé et de permettre d'actualiser les indicateurs démographiques et de santé (paludisme, VIH, nutrition, contraception, etc.)

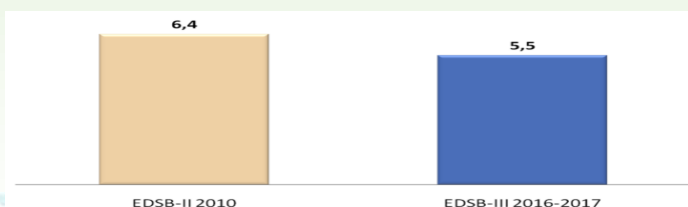
## Niveau d'instructions des répondants

Répartition (en %) des femmes et des hommes de 15-49 ans par niveau d'instruction



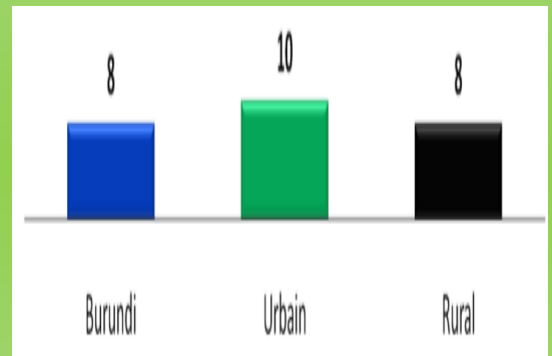
## Tendances de la fécondité

Indice synthétique de fécondité (ISF) entre 2010 et 2016-2017



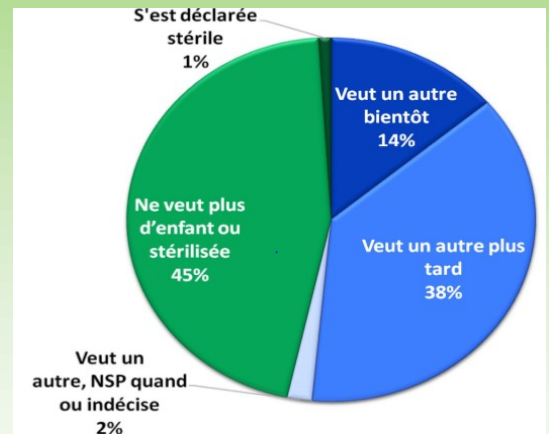
## Fécondité des adolescentes par résidence

Pourcentage d'adolescentes de 15-19 ans qui ont déjà eu une naissance vivante ou qui sont enceintes d'un premier enfant



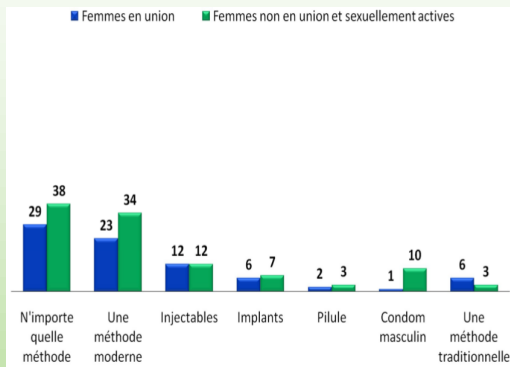
## Préférences en matière de fécondité

Répartition (en %) des femmes en union de 15-49 ans selon le désir d'enfants



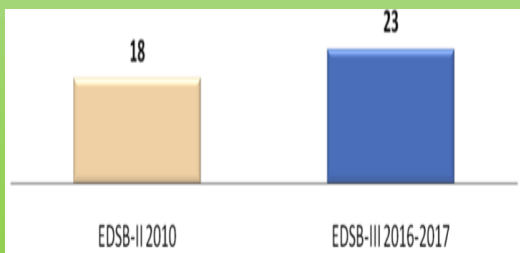
### Utilisation actuelle de la contraception

Pourcentage de femmes de 15-49 ans utilisant une méthode contraceptive:



### Tendances de l'utilisation de méthodes contraceptives modernes

Prévalence de la contraception moderne chez les femmes (15-49ans) entre 2010 et 2016-2017(en %).



### Demande en matière de planification familiale

- \* Les femmes qui désirent espacer ou limiter les naissances constituent la demande totale en planification familiale.
- \* La demande totale en planification familiale au Burundi est de 58%.

### Besoins en matière de planification familiale

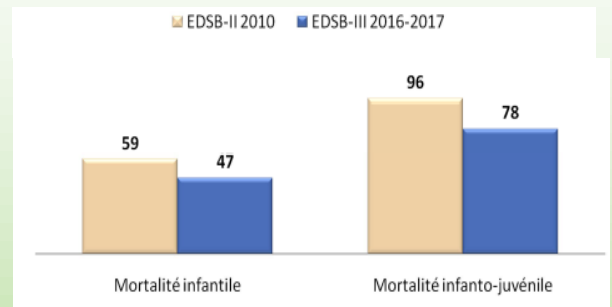
- \* La demande totale en planification familiale comprend les besoins non satisfaits et les besoins satisfaits en matière de planification familiale.
- \* 30 % des femmes ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale. Elles désirent limiter ou espacer les naissances mais n'utilisent pas la planification familiale.
- \* 29 % des femmes ont des besoins satisfaits en matière de planification familiale. Elles utilisent une méthode contraceptive.

### Demande en matière de planification familiale satisfaite

- \* Près de la moitié (49 %) de la demande en planification familiale est satisfaite.
- \* 39 % de la demande en planification familiale est satisfaite par des méthodes modernes.

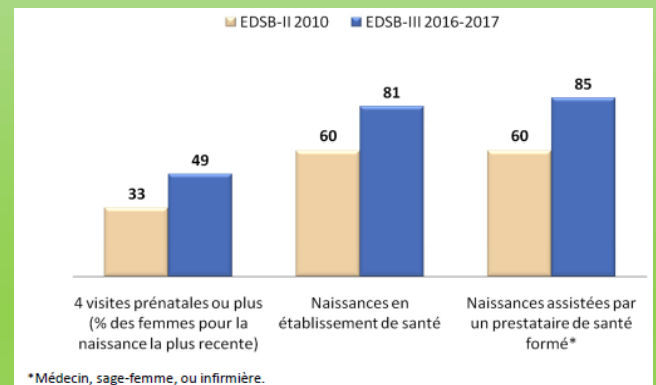
### Tendances de la mortalité des enfants

Décès des enfants pour 1 000 naissances vivantes entre 2010 et 2016-2017.



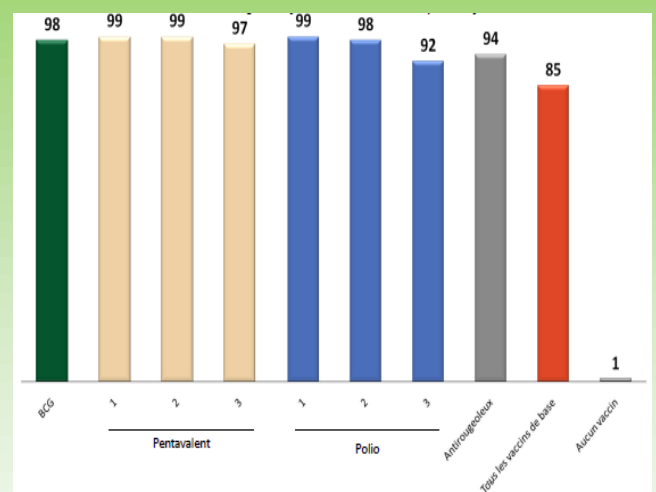
### Tendances des soins de santé maternelle

Visites prénatales et conditions de naissance de enfants entre 2010 et 2016-2017 (en %).



### Vaccinations de base

Pourcentage d'enfants de 12-23 mois vaccinés par type de vaccin



**Vaccins appropriés pour l'âge**

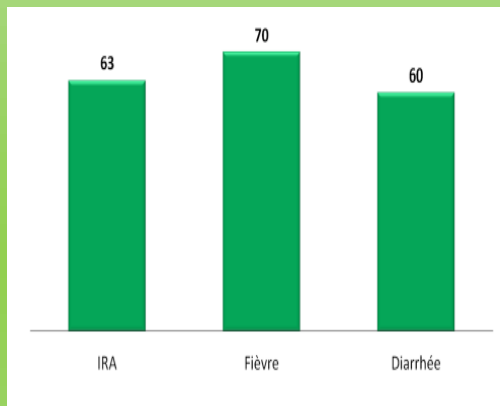
En plus de tous les vaccins de base, il est recommandé que tous les enfants reçoivent :

- 1 dose à la naissance de vaccin contre la polio
- 3 doses de vaccin contre le pneumocoque
- 2 doses de vaccin contre le rotavirus

**72 %** des enfants de 12-23 mois ont reçu **tous ces vaccins appropriés pour l'âge.**

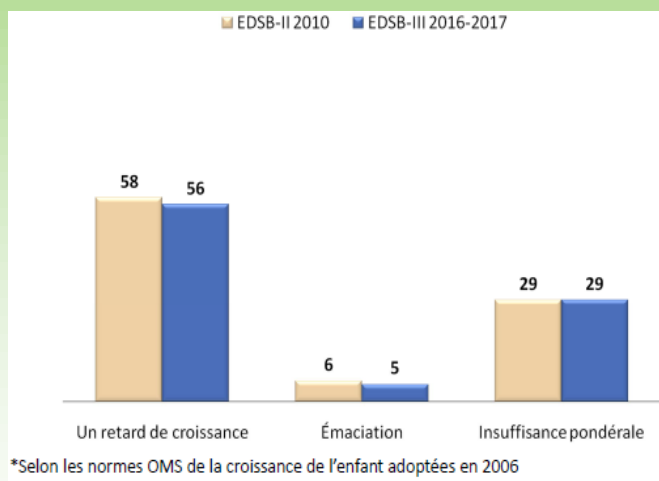
**Traitement des maladies de l'enfance**

Proportion des enfants (en %) pour lesquels on a recherché des conseils ou un traitement auprès d'un établissement de santé ou d'un prestataire de santé parmi les enfants de moins de cinq ans ayant des symptômes d'infection respiratoire aiguë (IRA), de la fièvre, ou de la diarrhée



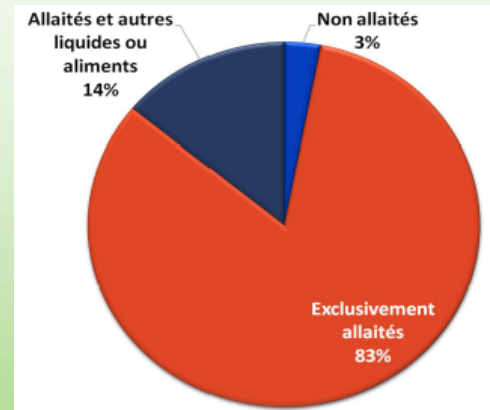
**Tendances de l'état nutritionnel des enfants**

Etat nutritionnel des enfants de moins de cinq ans entre 2010 et 2016-2017 (en %)



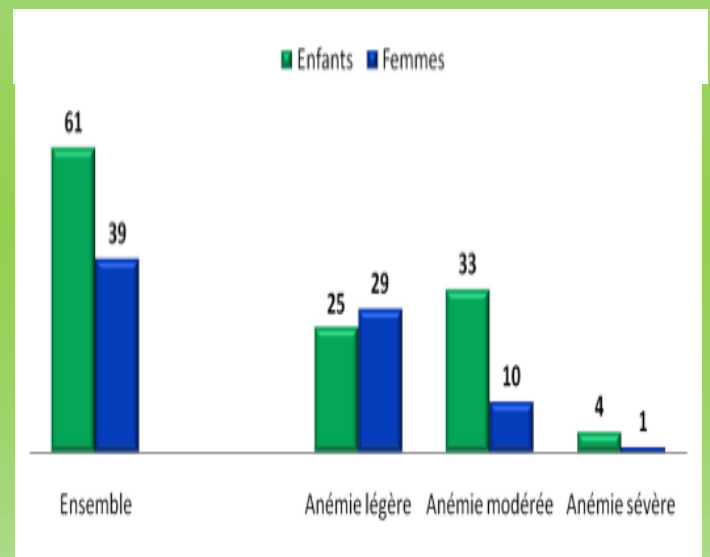
**Que reçoivent les enfants de moins de 6 mois?**

Alimentation des enfants de moins de six mois vivant avec leurs mères



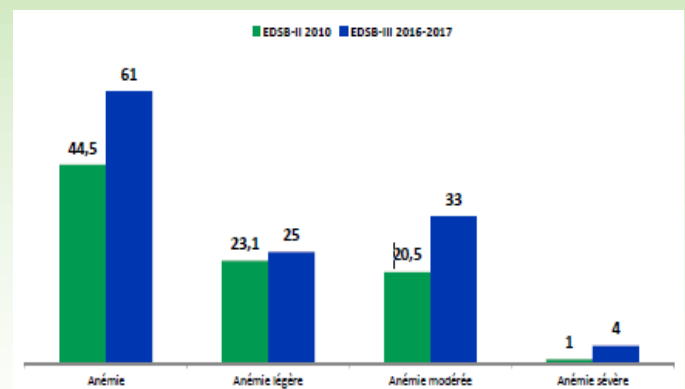
**Prévalence de l'anémie**

Etat d'anémie chez les enfants de 6-59 mois et les femmes de 15-49 ans (en %)



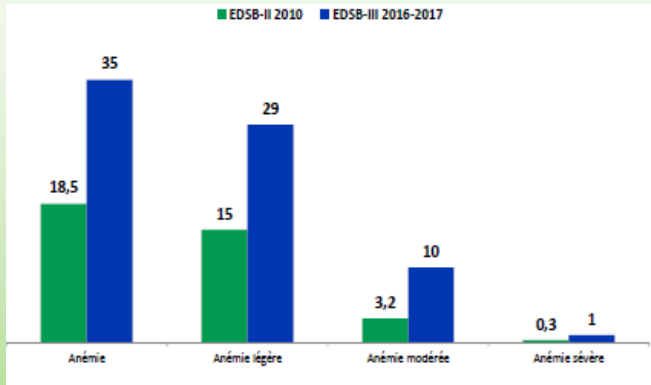
**Tendance de la prévalence de l'anémie chez les enfants**

Anémie chez les enfants de 6-59 mois entre 2010 et 2016-2017(en %)



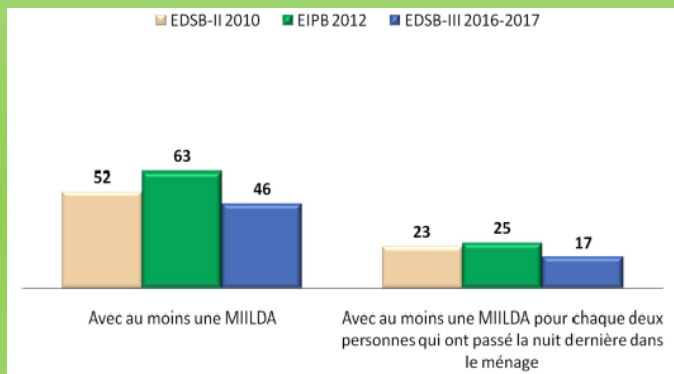
**Tendance de la prévalence de l'anémie chez les femmes**

Anémie chez les femmes de 15-49 ans entre 2010 et 2016-2017 (en %)



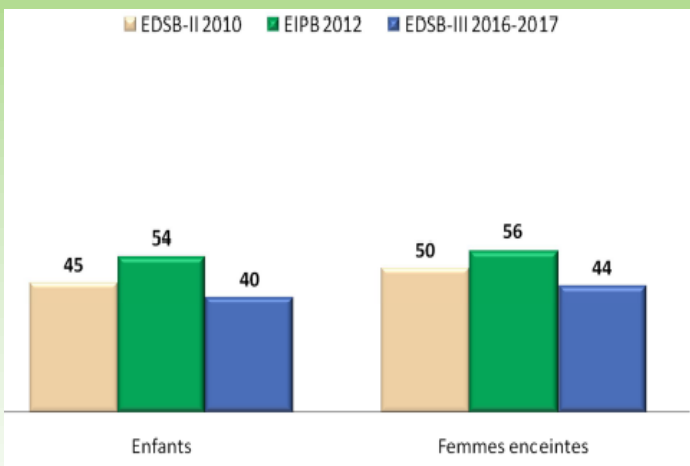
**Tendances de la possession des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MIILDA)**

Possession des moustiquaires par les ménages entre 2010 et 2016-2017(en %)



**Tendances de l'utilisation des moustiquaires par les enfants et les femmes enceintes**

Enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes de 15-49 ans ayant dormi sous une MIILDA la nuit avant l'interview entre 2010 et 2016-2017(en %)



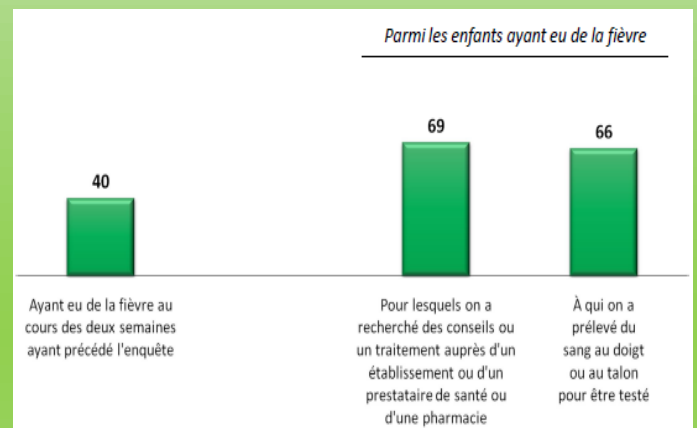
**Traitement Préventif Intermittent**

Types de traitements reçus par les femmes de 15-49 ans ayant eu une naissance vivante au cours des deux années ayant précédé l'enquête



**Traitement des enfants fébriles**

Mode de traitement des enfants de moins de 5 ans atteints par la fièvre (en %)



**Utilisation du traitement recommandé pour la fièvre**

La proportion des enfants de moins de 5 ans atteints de la fièvre au cours des 2 semaines précédant l'enquête et ayant pris un antipaludique (combinaison thérapeutique d'Artémisinine-CTA) est de 11%

**Niveau d'hémoglobine**

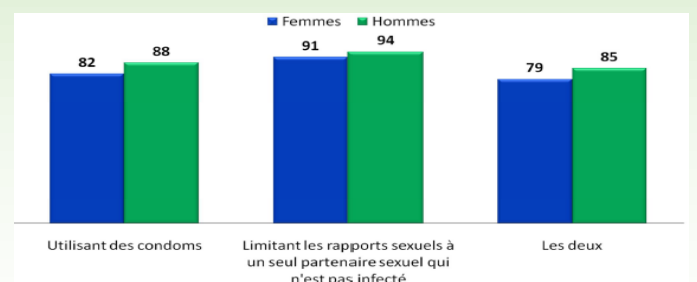
8% d'enfants de 6-59 mois ont un niveau d'hémoglobine inférieur à 8,0g/dl.

**Prévalence du paludisme**

38% d'enfants de 6-59 mois ont été testés positifs pour le paludisme selon le test diagnostique rapide.

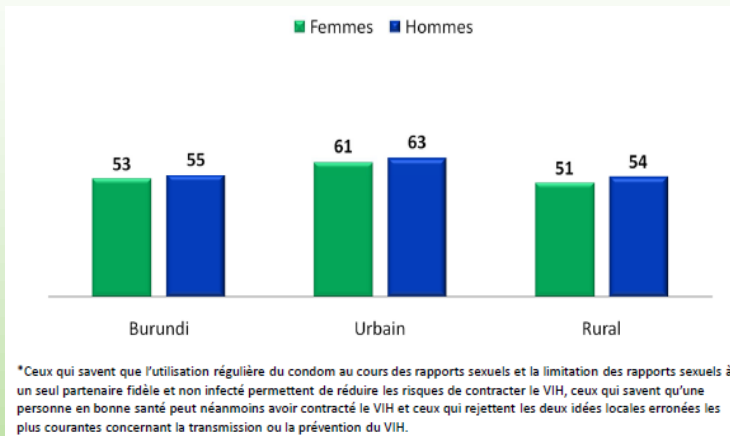
**Connaissances des moyens de prévention du VIH**

Pourcentage de femmes et d'hommes de 15-49 ans qui savent que l'on peut réduire le risque de contracter le HIV en :

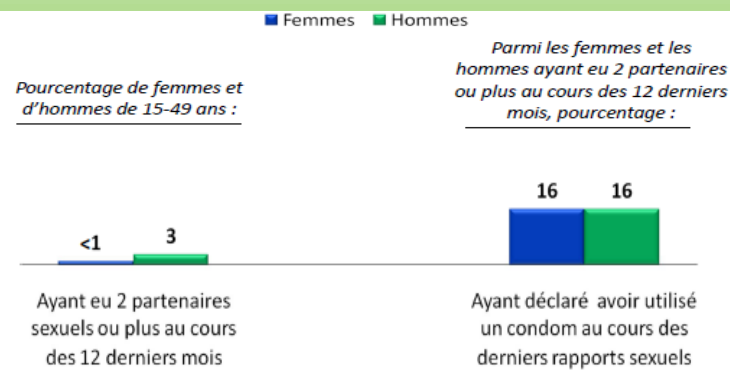




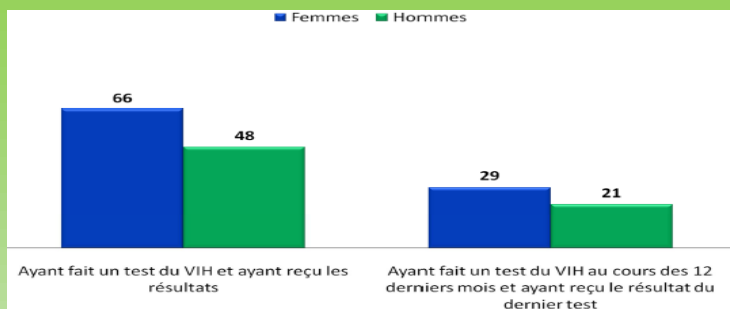
## Connaissance complète de moyens de prévention du VIH parmi les jeunes de 15-24 ans (en %)



## Partenaires sexuels multiples



## Dépistage antérieur à l'enquête du VIH chez les femmes et les hommes de 15-49 ans (en%)



## Résultats clés

- ◆ Fécondité: **5,5** enfants par femme en moyenne;
- ◆ Prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union: **23 %** ;
- ◆ Mortalité infantile: **47** décès pour 1 000 naissances vivantes;
- ◆ Mortalité infanto-juvénile : **78** décès pour 1 000 naissances vivantes;
- ◆ Accouchement dans un établissement de santé: **81 %** de naissances;
- ◆ Vaccins de base: **85 %** d'enfants;
- ◆ Prévalence de l'anémie : **61%** chez enfants de 6-59 mois et **39%** chez les femmes de 15-49 ans;
- ◆ Retard de croissance: **56 %** chez les enfants de moins de 5 ans;
- ◆ Utilisation MILDA la nuit précédant l'enquête : **40 %** chez les enfants de moins de 5 ans et **44 %** chez les femmes enceintes;
- ◆ Dépistage du VIH: **66 %** des femmes et **48 %** des hommes ont fait un test du VIH et ont reçu les résultats.

## CONTEXTUALISATION ET CARTOGRAPHIE DES BESOINS DES INDICATEURS DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD) AU NIVEAU NATIONAL

L'agenda mondial de développement 2030, bâti autour des Objectifs de Développement Durable (ODD), a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015. Cet Agenda, qui va structurer les activités des Nations Unies pour les 15 prochaines années, comporte 17 objectifs, 169 cibles et 242 indicateurs. Il vise à mettre fin à l'extrême pauvreté et à la faim, lutter contre les inégalités et s'attaquer aux changements climatiques, pour un monde plus équitable et durable pour tous, etc. Pour appuyer sa mise en œuvre, le Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG) a développé et proposé l'approche MAPS (Mainstreaming, Accelerating and Policy Supports).

Avec l'intégration du package national des ODD et cibles prioritaires, le Burundi entrera dans la phase d'accélération de la mise en œuvre des ODD suivant cette approche MAPS. Dans cette phase, le suivi de la mise en œuvre des ODD vers l'atteinte des objectifs fixés pose des défis énormes particulièrement en matière des données statistiques. Au nombre d'importants enseignements tirés de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) entre 2000 et 2015, le suivi des progrès réalisés s'est avéré difficile pendant les premières années, faute d'avoir porté une attention suffisante à l'existence des données fiables et exhaustives ainsi qu'une sélection rigoureuse des indicateurs à renseigner. Avec les ODD, les données sont considérées comme essentielles à la réalisation de l'agenda. La commission statistique des Nations Unies, qui a supervisé l'élaboration de l'ensemble des indicateurs, travaille déjà sur les dispositions devant régir le suivi et l'examen de la mise en œuvre des ODD au cours des prochaines années. Ainsi, la matrice des indicateurs ODD sera revue tous les cinq ans.

Dans le but d'assurer un bon suivi-évaluation des ODD qui sont plus complexes et nécessitant «une évaluation des données statistiques» comme recommandé par les Nations Unies, il est indispensable que tous les partenaires se mettent ensemble pour mutualiser leurs efforts. Ils sont également appelés à harmoniser leurs interventions afin de permettre la production des données complètes avec une meilleure périodicité (deux à trois ans au plus). C'est dans ce cadre que le PNUD s'aligne à cette initiative en se proposant d'appuyer la cartographie des besoins en données statistiques pour le suivi et l'évaluation des indicateurs ODD.

L'objectif général de ce soutien est de s'assurer que : (i) les sources de données des indicateurs ODD proposés par le Burundi sont identifiées ; (ii) les gaps de disponibilité en données sont mis en exergue ; (iii) une méthodologie de collecte unifiée desdites données est proposée ainsi qu'un projet détaillé de collecte, incluant un protocole/questionnaire de collecte et un budget exhaustif, pour la préparation du premier rapport de suivi des ODD proposés au Burundi et (iv) les premières données de référence des indicateurs ODD priorités du Burundi sont collectées et consignées dans un rapport national.

Quant aux objectifs spécifiques, le soutien servira : (i) d'inventaire des sources de données existantes ; (ii) de la proposition d'une méthodologie de collecte unifiée des données et sa cadence ; (iii) d'élaboration d'un projet de collecte de données, incluant un protocole questionnaire de collecte et un budget exhaustif ; (iv) de la production d'un rapport national des indicateurs de référence ODD du Burundi ; (v) du renforcement des capacités des institutions nationales de suivi et d'évaluation des ODD.

Les séminaires qui seront organisés vont aboutir aux résultats suivants : (i) le Gouvernement du Burundi dispose d'une information suffisante pour gérer le défi de la révolution des données statistiques nécessaires pour le suivi et l'évaluation des ODD au Burundi ; (ii) une méthodologie consensuelle de collecte unifiée et régulière des données statistiques au Burundi est proposée au Gouvernement ; (iii) un document de projet de collecte de données, incluant un protocole/questionnaire de collecte et un budget exhaustif, pour la préparation du premier rapport de suivi des évolutions vers l'atteinte des ODD au Burundi est proposée au Gouvernement pour fédérer tous les efforts des partenaires statistiques du pays dans leur mise en œuvre ; (iv) les niveaux de référence des indicateurs ODD priorités sont consignés dans un rapport national du Gouvernement ; (v) les capacités fonctionnelles et techniques des institutions nationales d'appui au suivi et évaluation des ODD au Burundi sont renforcées.

#### Moyens de diffusion et d'archivage des données statistiques de l'ISTEEBU

- \* **BurundInfo;**
- \* **IMIS (offre les possibilités de calculer les indicateurs);**
- \* **Burundi.Opendata for AFRICA;**
- \* **Site Web: [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi).**

## REFORMES STATISTIQUES EN COURS

### DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DE L'ISTEEBU ET DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL (SSN)

Depuis 2007, le Gouvernement du Burundi a initié la réforme de son Système Statistique National (SSN) en promulguant la loi portant sur son organisation et ses textes d'application. Depuis lors, l'arsenal juridique du SSN continue d'être complété et d'autres réformes institutionnelles et managériales sont progressivement mises en place.

De manière générale, l'ISTEEBU et le SSN restent confrontés à beaucoup de défis qui minent le bon fonctionnement de l'appareil de production statistique du Burundi. Il s'est avéré ainsi indispensable de faire un bon diagnostic du SSN afin de mettre en lumière les problèmes qui se posent et proposer des solutions visant à améliorer les capacités nationales de production des données statistiques au Burundi et les conditions y afférentes.

C'est dans ce cadre qu'un consultant international a été recruté pour la réalisation de ce travail dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Efficacité Gouvernementale (PRCIEG) financé par la Banque Mondiale.

Les objectifs de cette consultation étaient d'examiner le fonctionnement du SSN en vue de relever les points forts et faibles, dégager les opportunités d'amélioration ainsi que les défis à relever. Il s'agissait également de mettre en lumière les contraintes institutionnelles, organisationnelles, matérielles et financières et formuler des recommandations stratégiques visant à améliorer le fonctionnement de l'ISTEEBU et du SSN.

Le document produit donne des perspectives et des recommandations concernant l'encadrement institutionnel et la coordination du SSN ainsi que l'amélioration des performances de l'ISTEEBU.

### REVISION DE LA LOI STATISTIQUE

Au titre de la poursuite des réformes, la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique de deuxième génération (SNDS-II) a inscrit, parmi les principales priorités, le «Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles du Système Statistique National (SSN)». L'une des activités envisagées sous ce volet est la révision de la loi statistique du Burundi afin de s'adapter aux exigences de la loi n°1/19 du 17 mai 2014 portant ratification par la République du Burundi de la Charte Africaine de la Statistique.

Cette révision comportera cinq étapes, à savoir :

- \* Analyse et établissement du bilan des faiblesses de la loi statistique actuelle et ses textes d'application ;
- \* Analyse des projets de textes antérieurement proposés pour la révision de la loi n°1/17 du 25 septembre 2007

portant Organisation du Système Statistique au Burundi et ses textes d'application ;

- \* Analyse du contenu du document du «Modèle de loi statistique dans le contexte de la Charte Africaine de la Statistique» ;
- \* Identification des éléments de la Charte Africaine de la Statistique et de la Stratégie pour l'Harmonisation Statistique en Afrique (SHaSA) révisée qui doivent être intégrés dans la nouvelle loi statistique du Burundi ;
- \* Proposition d'un nouveau texte de loi statistique et ses textes d'application, leurs notes de présentation et leur validation au cours d'un atelier de restitution.

### PROJET D'ORDONNANCE MINISTERIELLE PORTANT MISE EN PLACE DES NOMENCLATURES UTILISEES DANS LE SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL DU BURUNDI

Le SSN du Burundi utilise beaucoup de nomenclatures selon les domaines dont la plupart sont recommandées au niveau international et régional. Le SSN vient d'adapter la plupart de ces nomenclatures aux réalités du Burundi. C'est dans ce cadre qu'un projet d'ordonnance portant mise en place des nomenclatures utilisées dans le SSN du Burundi a été analysé à la douzième par le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Ce projet a pour objectif général de fixer certaines nomenclatures qui seront, dorénavant, utilisées pour catégoriser les activités par secteur et partant, structurer l'information économique et sociale y associée.

De façon synthétique, ces nomenclatures servent à regrouper les éléments épars et détaillés produits par l'analyse statistique et à faciliter les échanges ordonnés concernant ces éléments.

Ce projet d'ordonnance couvre aussi les codes complémentaires tels que repris dans ces nomenclatures.

Les différentes nomenclatures qu'il vise sont les suivantes :

- \* Classification des infractions à des fins statistiques ;
- \* Nomenclature budgétaire;
- \* Nomenclature du panier de la ménagère au Burundi (Classification Of Individual Consumption by Purpose -COICOP);
- \* Classification burundaise des professions ;
- \* Nomenclature de l'agriculture burundaise ;
- \* Nomenclature HS du commerce extérieur ;
- \* Nomenclature du système éducatif du Burundi ;
- \* Nomenclature d'Activités du Burundi (NABU) ;
- \* Nomenclature des produits du Burundi (NOPROBU) ;
- \* Nomenclature des entités administratives du Burundi.

### ACTIONS DE PROMOTION DE LA CULTURE STATISTIQUE

En vue de promouvoir la culture statistique dans la prise des décisions, il est envisagé de soutenir et règlementer la communication statistique. C'est dans ce cadre qu'un projet d'ordonnance portant création d'un Comité de Communication Statistique «CCS» au sein du SSN est en cours d'initiation.

Ce CCS aura pour principales missions de :

- \* élaborer une stratégie de communication statistique et veiller à sa mise en œuvre ;
- \* assurer davantage la diffusion statistique ;
- \* promouvoir la culture statistique ;
- \* assurer la visibilité des activités du SSN.

### MISE EN PLACE D'UN COMITE QUALITE A L'ISTEEBU

Dans le cadre de la mise en application de l'ordonnance ministérielle n°214/1225/2016 du 27/06/2016 portant mise en place des procédures de suivi de la qualité de la production des statistiques officielles au Burundi, l'ISTEEBU vient de mettre en place un Comité Qualité composé :

- \* du Chef de Cellule «*Méthodologies et Coordination Statistiques*» ;
- \* du Conseiller à la Direction Générale chargé des questions techniques ;
- \* du Chef de Cellule «*Contrôle Interne, Suivi et Evaluation*» ;
- \* du Chef de Cellule «*Traitement, Publication, Diffusion et Documentation Statistique*» ;
- \* du Chef de Service «*Etudes et Statistiques Sociales et Suivi de la Pauvreté*» ;
- \* du Chef de Services «*Etudes et Statistiques Démographiques*» ;
- \* du Chef Service «*Etudes et Statistiques Agricoles et des prix à la production agricoles*» ;
- \* du Chef de Service «*Comptabilité Nationale*» ;
- \* du Chef de Service «*Ressources Humaines*» ;
- \* du Chef de Service «*Comptabilité et Finance*».

Ce comité qualité aura pour missions d'améliorer l'efficacité et la qualité des productions statistiques de l'ISTEEBU, d'assurer une meilleure coordination et concentration dans les opérations et processus de production statistique entre les diverses composantes du SSN.

Dans cette même logique, l'ISTEEBU compte étendre cette initiative dans tout le SSN. Ainsi, un projet d'ordonnance portant mise en place d'un comité national qualité est en cours de préparation.

## ENQUETES EN COURS A L'ISTEEBU

- \* Enquête Nationale Agricole au Burundi (ENAB), campagne 2016-2017: réalisée conjointement avec la Direction des Statistiques et Informations Agricoles (DSIA) du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage;
- \* Enquête sur Santé Sexuelle et Reproductive chez les jeunes et adultes vivant avec handicap en Mairie de Bujumbura;
- \* Enquête auprès des locataires de l'immobilier résidentiel au Burundi;
- \* Enquête de nationale de structure auprès des entreprises industrielles, commerciales et autres services du secteur formel, édition 2017;
- \* Enquête rapide sur les conditions de vie des ménages au Burundi, édition 2017.



BP 1156 Bujumbura, Téléphone : (257) 22 21 67 34,  
Fax: (257) 22 22 26 35, E-mail: [isteebu@isteebu.bi](mailto:isteebu@isteebu.bi),  
Site web: [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)



*«En marche avec les Statistiques  
Fiables au Service du Développe-*

## MISSIONS A L'EXTERIEUR DU PAYS REALISEES AU COURS DU 2<sup>ème</sup> TRI-MESTRE 2017

### Avril 2017



Du 03 au 14 avril 2017, une délégation de quatre comptables nationaux, conduite par M. SIBOMANA Jean Claude, Directeur du Département des Etudes et Statistiques Economiques à l'ISTEEBU, a participé, à Libreville, au Gabon, à un séminaire-atelier sur la production des comptes Nationaux trimestriels pour le Burundi. Ce séminaire était appuyé par le Centre régional d'assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI) pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre)



Du 08 au 13 Avril 2017, M. Nicolas NDAYISHIMIYE, Directeur Général de l'ISTEEBU, était à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour participer à la 35<sup>ème</sup> réunion du Comité de Direction de l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et à la 41<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Institut de Formation et de Recherches Démographiques (IFORD), à la 27<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT et à la 5<sup>ème</sup> Session Ordinaire du Conseil des Ministres de l'IFORD.

### Mai 2017



Du 15 au 29 mai 2017, Mme NIMBONA Spès et M. NDAYISENGA Modeste, Chefs respectifs de cellule «*Traitement, Publication, Diffusion, Archivage et Documentation Statistique*» et de service «*Etudes et Statistiques Sociales et Suivi de la Pauvreté*» à l'ISTEEBU, ont participé à la réunion de démarrage du Projet conjoint de la Division Statistique des Nations Unies (DSNU) et du Département pour le Développement International (DFID) du Royaume Uni sur le suivi et la dissémination des indicateurs des Objectifs de Développement Durable (ODD).



M. KWIZERA Arsène, cadre au Service «*Etudes et Statistiques Agricoles et des Prix à la Production Agricole*» à l'ISTEEBU, a participé à un atelier de formation, organisé par le Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau (AMCOW) qui a eu lieu à ACCRA au GHANA du 02 au 05 mai 2017.



M. KAYIRO Pierre Claver, cadre de l'ISTEEBU, était à Nairobi, au Kenya, du 17 au 19 mai 2017, pour participer à l'atelier de de formation sur la méthodologie révisée de l'analyse de la situation de la population (PSA). Il a été aussi à Amsterdam, au Pays Bas, du 28 au 30 juin 2017, en mission d'étude sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adultes vivant avec handicap.



Du 22 au 25 mai 2017, Mme NIZIGAMA Grégonie, cadre au Service «*Conjoncture et Commerce Extérieur*» à l'ISTEEBU, était en mission pour participer à la réunion de préparation du rapport sur le Commerce et l'Investissement de la Communauté Est Africaine, Edition 2016, tenue à Kampala en Ouganda.

Mai 2017

## ECHOS DES BUREAUX STATISTIQUES PROVINCIAUX DE L'ISTEEBU



Du 09 au 12 mai 2017, Mme BUKURU Lydia, Chef de service «Comptabilité Nationale» à l'ISTEEBU, a effectué une mission à Abidjan, en Côte d'Ivoire, dans le cadre d'un atelier sur les améliorations du module ERETES utilisé pour la production des comptes nationaux.



SABUKUNZE Martin/  
Province KAYANZA



NGOWENUBUSA Inno-  
cent/ Province RUYIGI



NYIRIMANA Sylvestre/  
Province BUBANZA

Mme NIZIGAMA Yvonne, Responsable du Bureau Statistique Provincial de Muramvya, a participé à un atelier du Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural (GSADR) qui a eu lieu à Muramvya en date du 29 juin 2017.

Du 20 au 23 juin 2017, M.BIZIMANA Jean Pierre a participé à l'atelier d'actualisation du plan de Contingence de la Province Muramvya, qui a eu lieu au chef lieu de cette province.



Du 20 au 23 juin 2017, Mme NIYUKURI Jeanine, Directrice du Département des Etudes et Statistiques Démographiques et Sociales à l'ISTEEBU, a réalisé une mission à Arusha, en République Unie de Tanzanie, dans le cadre de l'atelier de formation sur les Statistiques du Travail et de la Main-d'œuvre au sein des pays membres de la Communauté Est-Africaine.

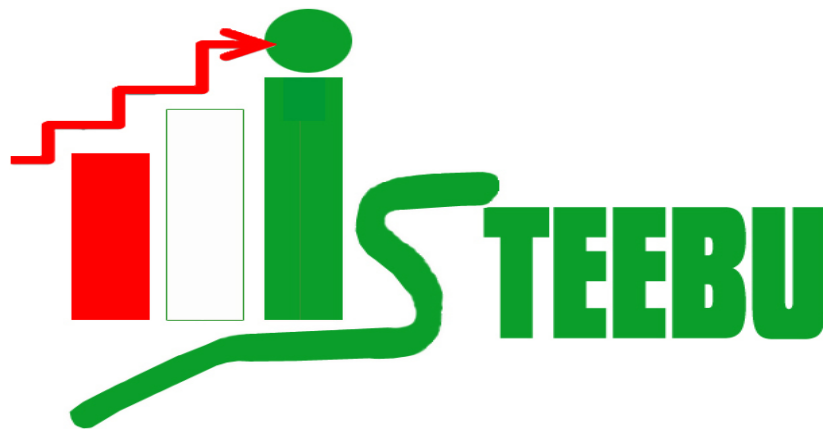


NIZIGAMA Yvonne/Province Muram-  
vya



M.BIZIMANA Jean Pierre/Province  
Muramvya

**INSTITUT DE STATISTIQUES  
ET D'ETUDES ECONOMIQUES  
DU BURUNDI**



Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 BUJUMBURA

Tél. : (+257) 22 22 2149/22 22 67 29, 22 22 6734/35, FAX : (+257) 22 22 26 35

E-Mail: [isteebu@isteebu.bi](mailto:isteebu@isteebu.bi), [isteebubdi@gmail.com](mailto:isteebubdi@gmail.com),

Site Web : [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

Devise : " En Marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement"



*vous souhaite Bonne Fête de l'Indépendance du  
BURUNDI, du 1<sup>er</sup> juillet 2017*



**53 ans de production et de diffusion des données  
statistiques**

**La NewsStat BURUNDI** peut être obtenue  
gratuitement sur demande, et est disponible sur le  
site Web de l'ISTEEBU: [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

Directeur de publication : Nicolas NDAYISHIMIYE

Rédacteur en Chef : Augustin NDAYISABA

Comité de rédaction : V.NIZIGIYIMANA, YADUNIYA,  
J.BUTOYI, E.NZAMBIMANA, M.NIMENYA, A.D.MUGISHA,  
A. NIKUBITUNGWA

# ISTEEBU

Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 BUJUMBURA  
Tél. : (+257) 22 22 21 49/22 22 67 29, 22 22 67 34/35, FAX : (+257) 22 22 26 35  
E-Mail : [isteebu@isteebu.bi](mailto:isteebu@isteebu.bi), [isteebubdi@gmail.com](mailto:isteebubdi@gmail.com),  
Site Web : [www.isteebu.bi](http://www.isteebu.bi)

**Devise** : "En Marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement"